



BELFIUS COVER

Conditions générales

Belfius



TABLE DES MATIÈRES

Article 1 – Objet et étendue de l'assurance	3
Article 2 – Indemnités assurées	3
Article 3 – Bénéficiaires de l'indemnité	3
Article 4 – Obligations des bénéficiaires	3
Article 5 – Exclusions et limitations	3
Article 7 – Ventes de distance : droit de renonciation	4
Article 8 – Dispositions générales	5
Article 9 – Responsabilité des auxiliaires	5
Gestion des plaintes	5

Pour l'interprétation des présentes conditions générales, il faut entendre par :

- L'ASSUREUR : Belfius Insurance SA, Place Charles Rogier 11, à 1210 Bruxelles, RPM Bruxelles TVA BE 0405.764.064, entreprise d'assurances agréée sous le n° 0037 pour pratiquer la branche « Accidents » (AR des 4 et 13 juillet 1979, MB du 14 juillet 1979) ;
- LE PRENEUR D'ASSURANCE : Belfius Banque SA, en abrégé « Belfius Banque », Place Charles Rogier 11, à 1210 Bruxelles ;
- L'ASSURÉ : toute personne physique, ayant adhéré à l'assurance et sur laquelle repose l'assurance, à savoir le titulaire d'un compte comme défini ci-après. Si le compte est ouvert aux noms de plusieurs titulaires, chaque cotitulaire a la qualité d'assuré.
Toutefois, tant que le titulaire ou cotitulaire du compte n'a pas atteint l'âge de 18 ans, la personne sur laquelle repose l'assurance est son représentant légal tel que défini dans le cadre de la gestion du compte. S'il y a plusieurs représentants légaux associés au compte, chacun a la qualité d'assuré ;
- LE COMPTE : tout compte de paiement ou compte Budgetline, ouvert auprès de Belfius Banque au nom d'une ou de plusieurs personnes physiques et dont le numéro est mentionné dans le formulaire d'adhésion ;
- LE BÉNÉFICIAIRE : toute personne à qui l'indemnité est due en vertu des présentes conditions générales.

Article 1 – Objet et étendue de l'assurance

La présente assurance a pour objet de garantir le paiement d'une indemnité en cas de décès d'un assuré à la suite d'un accident.

Par « accident », on entend tout événement soudain et fortuit dont la cause ou l'une des causes est étrangère à l'organisme de l'assuré.

Par « accident de la circulation », on entend l'accident :

- causé par un véhicule terrestre ;
- résultant de l'usage, en qualité de conducteur, de pilote ou de passager, d'un moyen de transport terrestre, maritime, fluvial ou aérien.

La garantie reste acquise si le décès se produit dans un délai de 24 mois à compter du jour de l'accident et que les bénéficiaires apportent la preuve que le décès lui est directement imputable.

Article 2 – Indemnités assurées

L'assureur garantit aux bénéficiaires le paiement d'une indemnité égale au solde créditeur ou débiteur du compte à la veille du jour de l'accident.

L'indemnité est fixée à minimum 1250 EUR. Elle sera doublée en cas de décès à la suite d'un accident de la circulation.

Quelle que soit la cause accidentelle du décès, la prestation maximale s'élève à 50 000 EUR par compte et à 150 000 EUR par tête assurée, quel que soit le nombre de comptes assortis d'une assurance Belfius Cover dans laquelle cette personne avait la qualité d'assuré.

Lorsque l'assuré est le représentant légal du titulaire de compte, l'indemnité est réduite proportionnellement au nombre de représentants légaux associés au compte, y compris le minimum et le maximum par compte.

Lorsque le compte est ouvert au nom de plusieurs personnes physiques, l'indemnité est réduite proportionnellement au nombre de cotitulaires, y compris le minimum et le maximum, sauf si chaque cotitulaire a payé la prime unitaire mentionnée à l'article 6.

Article 3 – Bénéficiaires de l'indemnité

L'indemnité sera versée au preneur d'assurance en apurement partiel ou total du débit. Lorsque le solde débiteur est inexistant ou inférieur à l'indemnité minimale garantie, le surplus sera dévolu comme suit, sauf stipulation contraire prévue dans le formulaire d'adhésion :

- à l'enfant mineur titulaire ou cotitulaire du compte lorsque son représentant légal est la personne assurée ;
- à défaut, au conjoint (non divorcé, ni séparé de corps et de biens) de l'assuré ;
- à défaut, aux enfants de l'assuré et autres descendants venant par représentation ;
- à défaut, aux ascendants de l'assuré ;
- à défaut, aux ayants droit de l'assuré.

Article 4 – Obligations des bénéficiaires

Toute personne qui prétend au bénéfice de l'assurance devra :

- déclarer le décès de l'assuré auprès de l'une des agences de Belfius Banque le plus tôt possible et au plus tard dans les 30 jours à compter de la date du décès. L'assureur ne pourra se prévaloir de ce délai si la déclaration a été faite aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire ;
- compléter et signer le formulaire qui sera mis à sa disposition par le preneur d'assurance. Ce document devra également être complété et signé par un médecin attestant que le décès est dû à l'accident déclaré ;
- justifier de sa qualité de bénéficiaire de l'indemnité.

Toutefois, l'assureur pourra, s'il le juge nécessaire, réclamer toute autre preuve établissant que le décès est survenu dans les conditions prévues à l'article 1.

Article 5 – Exclusions et limitations

N'est pas couvert par l'assurance, l'accident qui :

- est la conséquence d'une guerre, de faits de même nature ou d'une guerre civile. La garantie reste toutefois acquise lorsque l'assuré est surpris à l'étranger par le déclenchement de tels événements, et cela pendant une période de 14 jours à compter du début des hostilités et pour autant qu'il n'y ait pas participé activement ;
- est la conséquence d'émeute ou d'actes de violence collective. Toutefois, si l'assuré est en état de légitime défense ou qu'il intervient en Belgique à titre de membre des forces chargées par l'autorité du maintien de l'ordre, la garantie reste acquise ;
- est la conséquence de tout acte de l'assuré portant volontairement atteinte à son intégrité physique, y compris le suicide ou la tentative de suicide ;
- est la conséquence, soit d'une exposition volontaire de l'assuré à un danger exceptionnel, à l'exception des actes accomplis pour la sauvegarde de personnes, d'animaux ou de biens en péril, soit d'un acte criminel de la part de l'assuré ;
- survient lorsque l'assuré se trouve dans un état d'aliénation mentale, d'ivresse, d'intoxication alcoolique ou dans un état analogue à la suite de l'utilisation d'autres substances que l'alcool (telles que des stupéfiants, par exemple), sauf s'il n'existe pas de relation causale entre cet état et l'accident ;
- est causé directement ou indirectement par une modification de structure du noyau atomique ou par toute source de radiations ionisantes ;
- survient lorsque l'assuré pilote un avion privé ou pratique les sports aériens suivants : parachutisme, parasailing,

aérostat, vol à voile, parapente, saut à l'élastique, deltaplane, U.L.M. ou sports assimilés ;

- survient à la suite de la participation de l'assuré en tant que conducteur, pilote ou passager à toutes courses de vitesse avec des véhicules terrestres, maritimes, fluviaux ou aériens.

Le décès de l'assuré à la suite d'une activité de terrorisme est couvert, selon les modalités et dans les limites prévues par la loi du 3 mai 2024 et ses arrêtés d'exécution relative à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme.

Par terrorisme, on entend une action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

À cet effet, nous sommes membres de l'ASBL TRIP. L'exécution de tous les engagements de l'ensemble des entreprises d'assurances, membres de cette ASBL, est limitée à 1,7 milliard d'euros par année civile pour les dommages causés par tous les événements reconnus comme relevant du terrorisme pendant l'année civile en question.

Ce montant est adapté, le 1er janvier de chaque année, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 2022. En cas de modification légale ou réglementaire de ce montant de base, le montant modifié sera automatiquement applicable dès la prochaine échéance suivant la modification, sauf si le législateur a prévu explicitement un autre régime transitoire.

Si le total des indemnités calculées ou estimées excède le montant cité dans le précédent alinéa, une règle proportionnelle est appliquée : les indemnités à payer sont limitées à concurrence du rapport entre le montant cité dans le précédent alinéa ou les moyens encore disponibles pour cette année civile et les indemnités à payer imputées à cette année civile.

Les dispositions du régime d'indemnisation ne sont pas applicables à la valeur de rachat théorique des assurances-vie.

L'accident causé par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique n'est pas couvert par le présent contrat même s'il résulte également d'un acte de terrorisme.

Article 6 – Effet et durée de la garantie

La garantie prend effet le lendemain de la date de la signature du formulaire d'adhésion, mais au plus tôt dès le paiement de la première prime par prélèvement sur le compte ou dès la confirmation de l'assurance par mention sur les extraits de compte. Elle est reconduite tacitement le 1er janvier de chaque année pour une durée d'un an.

La prime annuelle unitaire est fixée à 3,99 EUR, dont 0,34 EUR de taxe, et sera débitée au 1er janvier de chaque année. La prime unitaire afférente à la première période d'assurance est égale à 1,00 EUR, taxe comprise, par trimestre entier séparant la date d'adhésion du 1er janvier suivant. Le montant ainsi obtenu est réduit de 0,01 EUR.

La prime nette s'élève à 3,65 EUR et comprend 0,99 EUR de frais d'acquisition et 0,33 EUR de frais d'administration.

Votre attention est attirée sur le fait qu'une comparaison entre plusieurs contrats d'assurance ne doit pas se limiter à

comparer l'estimation des coûts et frais de chaque contrat mais doit également prendre en considération d'autres éléments, tels que l'étendue des garanties, le montant des franchises éventuelles ou les clauses d'exclusion.

Les estimations communiquées ci-dessus permettent de mieux apprécier la partie de la prime qui sert à couvrir le risque assuré par le contrat d'assurance. Le solde de la prime, après déduction des taxes et contributions ainsi que des frais d'acquisition et d'administration, représente en effet la part de la prime affectée à l'exécution des prestations contractuelles ainsi que les frais non mentionnés ci-dessus (y compris le coût mutualisé des sinistres et de leur gestion).

Ces estimations sont calculées sur la base des données comptables du dernier exercice comptable de l'entreprise d'assurances telles qu'approuvées par son assemblée générale.

L'assuré dispose d'un délai de 30 jours après le paiement de toute prime pour revenir sur sa décision d'adhérer à l'assurance ou de la renouveler, et obtenir le remboursement de la somme prélevée.

Il lui suffira de signifier sa décision soit dans l'une des agences de Belfius Banque, soit au siège de Belfius Banque à Bruxelles. Celle-ci sera confirmée par mention sur les extraits de compte.

La garantie n'est plus acquise :

- à partir du 1er janvier qui suit la clôture du compte ;
- à l'échéance annuelle lorsque la prime ne peut être prélevée du compte, pour cause de provisions insuffisantes, saisie, faillite ou une autre forme d'indisponibilité.

Toute modification des présentes conditions générales ou du tarif sortira ses effets à partir de l'échéance annuelle suivant la notification qui en aura été faite à l'assuré (par avis joint aux situations de compte, par exemple). Dans les 30 jours de la notification de cette modification, l'assuré pourra mettre fin à son adhésion avec effet à partir de la prochaine échéance annuelle.

L'assureur et le preneur d'assurance se réservent le droit de résilier cette assurance en notifiant cette décision à l'assuré, 3 mois avant l'échéance annuelle.

Article 7 – Ventes de distance : droit de renonciation

Contrairement à l'article 6 des conditions générales, tant le preneur d'assurance que Belfius Insurance SA peuvent résilier le contrat sans pénalité et sans motivation par lettre recommandée dans un délai de 14 jours calendrier. Ce délai commence à courir à compter du jour de la conclusion du contrat ou à compter du jour où le preneur d'assurance reçoit les conditions contractuelles et l'information précontractuelle sur un support durable, si ce dernier jour est postérieur à celui de la conclusion du contrat.

La résiliation par le preneur d'assurance prend effet immédiat au moment de la notification. La résiliation émanant de Belfius Insurance SA prend effet huit jours après sa notification.

Si le contrat est résilié par le preneur d'assurance ou par l'entreprise d'assurances et que l'exécution du contrat avait déjà commencé, à la demande du preneur d'assurance, avant la résiliation, le preneur d'assurance est tenu au paiement de la prime au prorata de la période au cours de laquelle une couverture a été octroyée. Il s'agit de l'indemnité pour les services déjà fournis.

Toute communication ou notification concernant la gestion du contrat doit être adressée au siège social de Belfius

Insurance SA, Place Charles Rogier 11, B-1210 Bruxelles.

À l'exception du paiement pour les services déjà fournis, l'entreprise d'assurances rembourse toutes les sommes qu'il a perçues du preneur d'assurance conformément au présent contrat. Elle dispose à cette fin d'un délai de 30 jours calendrier qui commence à courir :

- au moment où le consommateur procède à la résiliation, à compter du jour où l'entreprise d'assurances reçoit la notification de la résiliation ;
- au moment où l'entreprise d'assurances procède à la résiliation, à compter du jour où il envoie la notification de la résiliation.

Article 8 – Dispositions générales

L'assureur renonce à tout recours qu'il serait en droit d'exercer contre l'auteur responsable de l'accident. Il est entendu que le présent contrat

« Belfius Cover » n'entraîne en faveur des bénéficiaires de celui-ci, aucun engagement personnel à charge du preneur d'assurance, Belfius Banque, autres que ceux mentionnés explicitement dans les conditions générales.

Pour être valables, les communications ou les demandes en rapport avec les présentes conditions générales devront être adressées à Belfius Banque par l'intermédiaire de ses agences. Les actes judiciaires devront être signifiés à l'assureur.

Toutes contestations auxquelles ce contrat pourrait donner lieu sont de la compétence exclusive des tribunaux belges.

L'assuré autorise le preneur d'assurance et l'assureur, tous deux responsables des traitements, à traiter toute donnée personnelle le concernant, qui leur est communiquée dans le cadre de ce contrat, en vue de l'émission et de la gestion des contrats d'assurance, de l'évaluation du risque, de la gestion des sinistres et des litiges, de l'établissement de statistiques et de l'offre de leurs produits.

Les gestionnaires de la branche accidents, le réassureur, l'agent d'assurances, le médecin-conseil de l'assureur et les éventuels experts traiteront les données personnelles dans le cadre des objectifs précités.

L'assuré a le droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement à des fins de marketing direct des données à caractère personnel le concernant.

La loi du 8/12/1992 relative à la protection de la vie privée procure également à l'assuré un droit d'accès et de correction de ces données en adressant une simple demande écrite aux responsables du traitement.

Article 9 – Responsabilité des auxiliaires

Les dispositions légales relatives à la responsabilité extracontractuelle (Livre 6 du Code civil) ne s'appliquent pas dans la relation contractuelle entre l'assureur et le client/preneur d'assurance/assuré. La réparation des dommages causés par l'inexécution d'une obligation contractuelle est exclusivement régie, dans les limites autorisées par la loi, par les règles du droit du contrat d'assurance, même lorsque le fait générateur du dommage constitue également un acte illégal.

La réparation des dommages causés par l'inexécution d'une obligation contractuelle par l'intervention d'un auxiliaire de l'assureur ne constitue, dans les limites autorisées par la loi, qu'un motif d'action en responsabilité contre l'assureur et non un motif d'action en responsabilité extracontractuelle contre un auxiliaire de l'assureur. L'auxiliaire vise : une personne physique ou morale qui est chargée par l'assureur Belfius Insurance SA ou qui intervient dans tout ou une partie de l'exécution d'une obligation contractuelle de Belfius Insurance SA vis à vis du client/preneur d'assurance / assuré, que cette personne soit directement désignée ou engagée par Belfius Insurance SA, ou par l'intermédiaire d'une société contrôlée directement ou indirectement par elle. Cela inclut notamment les employés, les administrateurs (exécutifs ou non exécutifs), les agents liés et les prestataires de services indépendants, ainsi que leurs employés, gérants ou administrateurs, agents et prestataires de services indépendants.

Gestion des plaintes

Chaque jour, nous nous donnons à 100% pour vous offrir le meilleur service et nous sommes particulièrement sensibles aux attentes de nos clients. Si vous n'êtes pas entièrement satisfait(e), surtout faites-le nous savoir.

En cas de plainte, nous vous conseillons tout d'abord de contacter soit votre conseiller financier ou votre chargé de relation, soit le Service Gestion des Plaintes de Belfius, par courrier à Service Gestion des Plaintes (numéro de colis: 7908), Place Charles Rogier 11 à 1210 Bruxelles, ou par e-mail à complaints@belfius.be. Nous prendrons le temps de vous écouter et de chercher une solution avec vous.

Vous n'êtes pas satisfait(e) de la solution proposée par le Service Gestion des Plaintes de Belfius? Vous pouvez alors contacter le Négociateur de Belfius, par courrier à Negotiation (numéro de colis: 7913), Place Charles Rogier 11, à 1210 Bruxelles, ou par e-mail à negotiation@belfius.be.

À défaut de solution, vous pouvez vous tourner vers l'Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles, ou par e-mail à info@ombudsman-insurance.be. Plus d'infos: ombudsman-insurance.be

Dans tous les cas, vous conservez le droit d'entamer une procédure en justice auprès des tribunaux belges compétents.